



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017**

CONVOCATION

Le **15 septembre 2017**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 25 septembre 2017 à 19h30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation du PV de la réunion du 10 août 2017

FONCIER

- Implantation d'une crèche intercommunale sur un terrain communal « Les Grandes Aires » (rétrocession à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)
- Convention pour l'occupation privative du domaine public par BOUYGUES (Antenne-relais de « Notre-Dame »)
- Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »
- Régularisation d'emprise suite à l'élargissement du chemin des Vergers (propriété ROUX MATTONE)
- Mise en place d'un régime de déclaration de mise en location dans le centre du village
- Modification de la dénomination de chemins communaux (n° 646 et 675)

FINANCES

- Demande de l'association BILBOK en vue du versement d'un acompte en 2017 sur la dotation financière 2018
- Décisions modificatives des budgets 2017
- Convention sur les conditions de recouvrement des produits locaux
- Modification de la Régie de Recettes « Activités culturelles » (facturation des repas des accompagnants des prestataires des manifestations)
- Ouragan IRMA - Appel aux dons de l'Association des Maires de France

PERSONNEL COMMUNAL

- Création des emplois pour les avancements de grades
- Mise à jour du tableau des effectifs dans le cadre du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.)
- RIFSEEP (Régime Indemnitare) pour les Adjoints Techniques et les Agents de Maîtrise

DIVERS

- Ecole Elémentaire du Bicentenaire - Modification de la carte scolaire - Implantation d'un poste d'Adjoint (ouverture d'une classe)
- SYMIELECVAR - Modification des statuts et transfert des compétences du SIE de BARGEMON
- Modification de la composition des Commissions Communales suite à la démission de Conseillers Municipaux
- Communauté d'Agglomération « Provence Verte » - Désignation du Conseiller Communautaire remplaçant Mme Julie BREBAN, démissionnaire

- Désignation de nouveaux délégués auprès des instances suivantes :
 - C.L.E.C.T. (Commission Locale pour l'Evaluation des Charges Transférées à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)
 - Fédération des Villes Jumelées et Communes Européennes
 - SIVU du Massif de la Loube
 - P.I.D.A.F.
 - Association des Communes Forestières
- Questions écrites
- Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 25 septembre 2017**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - BOSSUGE Brigitte - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - VERMENOUE Christine - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. CULINATI Jean (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - MUNIER Denise (pouvoir donné à Olivier COLLAINÉ) - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Brigitte BOSSUGE) -- BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Yves COEURDEUIL) - FOURNEL Gilles.

soit 16 présents et 5 absents excusés dont 4 ayant donné pouvoir, soit 20 votants.

A noter que M. FOURNEL est arrivé à partir du dossier sur l'implantation d'une crèche intercommunale.

Le nombre de votants est alors passé à 21.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Jacqueline TURINELLI, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

-Approbation du PV de la réunion du 10 août 2017

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 août 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 août 2017,
A l'unanimité moins l'abstention de M. Yves COEURDEUIL (absent excusé à ladite réunion),

APPROUVE ce document.

FONCIER

-Implantation d'une crèche intercommunale sur un terrain communal « Les Grandes Aires » (rétrocession à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le schéma de développement des structures dédiées à la Petite Enfance mis en place par la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » comprend la construction de quatre nouvelles crèches et l'extension d'une crèche existante sur les 5 prochaines années.

Une crèche de 40 berceaux est prévue sur LE VAL pour un montant estimatif de 1.691.000 € TTC. Sa réalisation s'étalera de 2019 à 2020.

Elle sera édifiée sur des parcelles communales sises à proximité du Groupe Scolaire, Quartier « Les Grandes Aires » et cadastrées section B n° 571-1207-1208-1210 et 1211 pour une surface globale de 2.368 m².

Pour finaliser ce projet, la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » doit disposer de la maîtrise de foncier.

En conséquence, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les modalités de mise à disposition de cette unité foncière sachant que, dans le cas particulier des terrains nus, la loi n'impose pas une mise à disposition de plein droit. Ainsi le transfert doit être négocié entre la commune propriétaire et la communauté d'agglomération. Il peut prendre la forme d'une convention de mise à disposition ou de location mais aussi faire l'objet d'une cession.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'opter pour une mise à disposition qui permet à la Commune de récupérer le bien si son affectation ne peut être maintenue dans l'avenir.

M. KINET : « Les informations reçues dans le dossier joint à la convocation ne sont pas très claires. Il y est question d'une cession à l'euro symbolique. Le projet de convention n'est pas joint au dossier. A priori la majorité du Conseil est favorable pour une mise à disposition et je voulais moi-même proposer cette modalité. »

M. SAULNIER : « Dans le dossier, il est indiqué que plusieurs modalités sont possibles pour la rétrocession du terrain à la C.A.P.V. : cession à l'euro symbolique, mise à disposition ou location. C'est l'objet de la délibération de ce soir. Le Conseil Municipal doit choisir son option. En conséquence, aucun projet de convention n'est encore rédigé puisque on ne pouvait pas présumer de la décision du Conseil. D'autre part, je rappelle que ce projet a débuté il y a un peu plus de deux ans et qu'à l'époque la Commune n'était pas encore propriétaire du terrain Chabas sur lequel certains souhaiteraient l'implantation de la crèche. Un appel à projets a été lancé et un programme a été choisi et arrêté par la C.A.P.V. Si la rétrocession de ces terrains n'aboutissait pas, le projet ne pourrait pas être transféré tel quel sur un autre emplacement et serait donc annulé. La Commune a tout à gagner en acceptant ce projet sur des terrains communaux car à part cette mise à disposition, aucun autre frais n'impactera le budget communal pour la construction du bâtiment de l'aménagement de ses abords.

M. KINET : « Il faudra prévoir dans la convention de mise à disposition l'enlèvement et le transfert du préfabriqué actuellement implanté sur le terrain concerné et ceci à la charge de la C.A.P.V. Avons-nous une idée du coût de ce déplacement ? A quel endroit sera-t-il transféré et pour quel usage ? »

M. SAULNIER : « Pas pour l'instant. Cela fera l'objet d'une réunion de travail des commissions concernées.

M. GAUTIER : « Dans le projet de la Communauté d'Agglomération, une réflexion sur le stationnement a-t-elle été menée ? Où sera-t-il situé ? »

M. SAULNIER : « Ce volet du projet a effectivement été étudié dans le projet architectural. Notre PLU a également pris en compte cette obligation de prévoir un aménagement particulier sur la partie latérale et sur l'avenue des Droits de l'Homme. »

M. KINET : « Ne devrions-nous pas prévoir dans la convention le fait que l'aménagement des parkings nécessaires à la crèche sera pris en charge par la C.A.P.V. ? »

M. SAULNIER : « Il s'agira d'arrêts « minute » aux abords de la crèche. On devra donc revoir le cheminement des piétons jusqu'au bâtiment et même jusqu'aux écoles. L'actuel parking des écoles, qui n'est qu'un plateau aménagé, doit être traité de façon à être optimisé. Il faudra aussi prendre en compte le fait que le terrain limitrophe (Chabas) est maintenant propriété communale et peut donc être partiellement impacté par ledit parking. »

M. COEURDEUIL : « Il faudra rester vigilant sur ce problème de parkings car si la C.A.P.V. finance le projet, avec une participation communale d'une certaine manière, cet équipement va être utilisé par les Communes alentour telle que Montfort par exemple, mais la Commune du VAL aurait à sa charge l'aménagement et l'entretien des parkings. »

M. SAULNIER : « Oui tout-à-fait. »

M. KINET : « A moins de le prévoir dans la convention ou dans le PLU car aucune précision n'a été apportées à ce propos. Un nombre minimum d'emplacements aurait dû imposer pour cet équipement de type « crèche », équipement public. On ne pourra donc pas leur imposer ces aménagements dans l'autorisation de permis de construire. Si on met le terrain à disposition de la C.A.P.V. on ne peut pas leur demander une taxe d'aménagement pour les parkings. »

M. SAULNIER : « Une étude est en cours pour l'aménagement de parkings sur la Commune. L'un d'entre eux a déjà été réalisé sur le chemin du Cimetière et est en cours de finalisation. Nous pouvons d'autre part réserver des emplacements pour les écoles et la crèche sur le futur parking aménagé de l'Avenue des Droits de l'Homme. Nous avons un an pour y réfléchir tout comme pour le projet de la future maternelle. »

M. GAUTIER : « Donc le projet de la future crèche est ficelé. Nous ne pourrions même pas discuter avec eux sur les emplacements de stationnement ou sur quoique ce soit d'autres ? »

M. SAULNIER : « Effectivement car c'est un projet de principe issu d'un concours d'architectes et arrêté par la C.A.P.V. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du courrier de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »,

Après avoir consulté les plans cadastraux et topographiques,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

EMET un accord de principe sur la mise à disposition des parcelles communales cadastrées Section B n° 571-1207-1208-1210 et 1211 pour une surface globale de 2.368 m² en vue de la construction d'une nouvelle crèche intercommunale de 40 berceaux.

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour la suite à donner à cet accord de principe afin de préparer le dossier administratif adéquat et notamment le projet de convention de mise à disposition qui devra prévoir que la Commune se réserve le droit de récupérer le bien en cas de non affectation du terrain à la construction d'une crèche.

DEMANDE à ce que ledit projet de convention soit soumis à une prochaine réunion du Conseil Municipal pour approbation.

-Convention pour l'occupation privative du domaine public par BOUYGUES (Antenne-relais de « Notre-Dame »)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante d'un courrier reçu de la Société « INFRACOS » concernant la convention passée à propos de l'occupation privative du domaine public par « BOUYGUES TELECOM » propriétaire d'une antenne de téléphonie et de communication implantée sur le réservoir d'eau de « Notre-Dame ».

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE qui indique que « BOUYGUES TELECOM » a créé une société commune avec « SFR », implantée aussi sur le site : « INFRACOS » (« joint venture » ou accord passé entre deux entreprises acceptant de poursuivre ensemble un but précis pour une durée limitée). Il précise que les 2 opérateurs conservent leurs licences d'exploitation, leurs fréquences, et leur politique commerciale.

Il indique que l'avenant proposé par « INFRACOS » annule et remplace le bail passé avec « BOUYGUES TELECOM » en 1999, et ses avenants et que le bail avec « SFR » demeure, cette société n'ayant pas signifié son désengagement à « INFRACOS ».

Il rappelle qu'actuellement « BOUYGUES » s'acquitte d'un loyer annuel de 4.520 € et « SFR » de 4.870 €. « INFRACOS » propose, pour pérenniser l'installation de « BOUYGUES » sur la Commune, de passer un avenant fixant le loyer annuel à 4.600 € nets indexé de 2 % chaque année avec une durée de 12 ans (projet ci-annexé).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. KINET : « Les riverains se plaignent de façon récurrente du défaut d'entretien de ce chemin privé et le passage répété de diverses sociétés se rendant au château d'eau. Il semblerait que les années passées, ce chemin faisait l'objet d'un entretien plus régulier réalisé par les Services Techniques comme le rebouchage d'ornières ou autres petites interventions. Ce loyer est-il destiné à être encaissé par la Commune pour remettre en état le chemin ou alors ne peut-on pas prévoir dans la convention une participation pour remise en état de cette servitude de passage ? Il faudrait agir pareillement avec tous les usagers : autres opérateurs téléphoniques, SEERC, etc... Si les Services Techniques interviennent après chaque orage le coût des travaux et des matériaux dépassera rapidement le montant du loyer. »

M. COLLAINE rappelle qu'il s'agit d'un bail de location.

M. KINET : « Dans un bail, le propriétaire peut rappeler au locataire qu'il a des obligations d'entretien telle que la remise en état de cette servitude, dans le cas présent. Ce n'est pas aux propriétaires riverains de procéder aux travaux. Une seule Valoise est concernée certes mais il faut admettre que cette situation est anormale. »

M. DEBAQUE indique que SFR a récemment remis en état ledit chemin.

Mme DONADEY demande pour quelles raisons ne pas augmenter le loyer.

M. SAULNIER indique qu'il s'agit d'un barème départemental auquel on ne peut pas déroger.

M. PAZ rappelle que les administrés ont besoin d'utiliser leurs téléphones portables d'où l'obligation d'accepter les conditions des opérateurs pour ce service public.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,
Après avoir pris connaissance du projet de convention d'occupation privative du domaine public établi par « INFRACOS » au profit de « BOUYGUES TELECOM »,
Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention présenté,

AUTORISE M. le Maire à signer ladite convention.

-Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » lui a transmis copie de la délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 portant instauration d'un Programme Local Habitat sur son territoire.

Il indique qu'en application de l'article 1^{er} de la Loi n° 95-74 du 21 janvier 1995, les Communes membres de la C.A.P.V., notamment, doivent délibérer à leur tour pour indiquer si elles acceptent ou non cette association et pour désigner un représentant à cet effet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier et propose la candidature de M. Olivier COLLAINE.

M. KINET : « M. COLLAINE, à ma connaissance, était architecte du projet « JAPEL » sur la Commune, dossier présenté ce matin même en réunion de la Commission d'Urbanisme suite à une demande d'autorisation de découpage de la propriété sur laquelle le PLU prévoit des logements sociaux. M. COLLAINE s'était engagé devant le Conseil Municipal à ne pas assister aux réunions de la commission d'urbanisme ni à celles du COPIL PLU vu sa profession d'architecte libéral. Je propose donc ma candidature en qualité de représentant du Conseil Municipal pour le PLH de la C.A.P.V. car je considère que M. COLLAINE risque d'être juge et partie sur certains projets sur lesquels il travaille. Je rappelle que j'étais auparavant membre de la commission PLH au sein de la C.C.C.P. ».

M. COLLAINE : « Je vous rappelle que lors de la réunion de ce matin, j'ai informé les membres de la commission d'urbanisme que M. BLANCHET, aménageur des terrains JAPEL, m'avait donné congés pour cette mission. »

Mme DONADEY demande pour quelles raisons un appel à candidature n'est pas lancé au sein du Conseil Municipal avant de proposer M. COLLAINE.

M. SAULNIER répond qu'il correspond de par sa profession aux critères pour siéger au sein de cette commission « P.L.H. »

M. KINET demande pour quelles raisons il était membre de la commission P.L.H. de la C.C.C.P. et qu'aujourd'hui il ne l'est plus.

M. GAUTIER : « Je veux revenir sur le fond du sujet et sortir de ce problème de personnes. Le travail mené dans cette commission P.L.H. est très important car quand on voit les aberrations imaginées pour LE VAL dans le dossier monté à ce jour, on doit nommer quelqu'un qui pourra porter haut et fort les intérêts de notre Commune lors des réunions et des votes. »

M. KINET : « Ce n'est plus le même travail qui sera mené car notre PLU étant arrêté conformément aux zones d'habitat locative définies par le COPIL, le P.L.H. reprendra lesdites informations et directives. La Municipalité précédente avait défini certains critères qui ont été repris par le PLH avant l'annulation du PLU par cette même Municipalité. Aujourd'hui le travail de la commission P.L.H. sera facilité par le travail du COPIL sur le PLU. »

M. GAUTIER : « Le P.L.H. est un document intercommunal qui, dans la hiérarchie des normes (comme le SCOT), est supérieur au P.L.U. communal. Je sais d'expérience et j'ai constaté tout au long de l'élaboration de notre P.L.U. que ce qui a été imaginé pour notre territoire ne nous convient pas du tout. Je ne voudrais pas que cela se reproduise dans l'avenir. En effet, certains veulent construire des logements mais chez les autres. »

M. KINET : « Les modifications demandées par le COPIL dans le P.L.U. à propos des emprises du P.L.H. n'ont pas été remises en question par la responsable de la Communauté de Communes lors des réunions des P.P.A.. Elle n'a pas opposé un document supra communal pour casser nos propositions. »

M. SAULNIER : "Il ne faut pas tout mélanger M. KINET ! Vous parlez de terrains qui auraient été actés à l'époque de l'ancienne municipalité comme devant recevoir des logements. Notre souci actuel est de se défendre en réunions sur le P.L.H. afin de s'opposer aux propositions d'autres Communes de la Communauté d'Agglo visant à construire des logements mais dans la commune voisine (comme l'a dit Rémi). Il va y avoir des dates imposées aux communes pour engager des travaux pour réaliser des logements sociaux. Il va falloir alors être réactif. Pour l'instant, les chiffres de la commune quant au nombre de logements sociaux sont équilibrés vu l'inscription dans le P.L.U. de certains programmes. Pour en revenir à la candidature de M. COLLAINE, c'était ma proposition mais si d'autres Conseillers Municipaux veulent être candidats qu'ils se manifestent et nous procéderons à un vote."

M. KINET : "M. COLLAINE n'ayant assisté à aucune réunion du COPIL PLU, j'estime qu'il serait plus judicieux que ce soit un membre de ce COPIL qui soit prioritaire pour représenter la Commune au sein de la commission intercommunale sur le P.L.H."

M. COEURDEUIL : "Je rejoins un peu ce que dit M. KINET concernant M. Olivier COLLAINE, Architecte libéral en activité. J'ai été personnellement dans la même situation et je peux vous dire qu'aujourd'hui je serais extrêmement mal à l'aise si je devais me battre avec tous les intervenants de la Communauté d'Agglo, qui chacun défendant son territoire, cherche, comme le disait Rémi, à balancer le maximum de logements sociaux chez les voisins et notamment sur un territoire magnifique situé au nord de Brignoles appelé LE VAL. Il faut avoir les épaules très solides pour pouvoir affronter "des requins" ! Et je pèse mes mots."

M. KINET : "Le précédent P.L.H. approuvé par la précédente municipalité a entériné 35 % de logements sociaux sur LE VAL de façon à ce que dans les villages éloignés de la Communauté de Communes il n'y en ait que 20 %. Aujourd'hui, nous avons prévu 25 % sur le document du P.L.U. J'insiste donc sur le fait que M. COLLAINE n'a pas participé ni assisté aux réunions du COPIL et n'est donc pas en mesure de défendre les propositions arrêtées par le COPIL. Si vous ne voulez pas que ce soit moi qui soit désigné comme représentant de la Commune, choisissez un membre du COPIL !"

M. COEURDEUIL : "Je propose ma candidature"

M. SAULNIER : "Nous sommes là pour aller de l'avant. Procédons au vote mais je rappelle qu'il faudra être présent à toutes les réunions, j'insiste. Si quelqu'un s'engage, il faut qu'il prenne en considération ce paramètre très important."

M. COEURDEUIL : "Je tiens à souligner que, malgré les réflexions qui fusent dans le village disant que je « fricotte » avec le Maire alors que je suis dans l'opposition, je prends le risque d'alimenter les rumeurs qui courent..... Je le dis ouvertement et publiquement, de façon officielle : si je me propose à ce poste ce n'est ni pour l'intérêt de M. le Maire ni pour le mien mais pour celui de la Commune."

Mme DONADEY : "Personnellement j'attends les rapports de M. COEURDEUIL suite aux réunions sur le P.L.H. car ce dossier m'intéresse particulièrement."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après avoir pris connaissance de la délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 portant instauration d'un Programme Local Habitat sur son territoire »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE que la Commune de LE VAL soit associée à l'élaboration du P.L.H.,

DESIGNE M. Yves COEURDEUIL en qualité de représentant du Conseil Municipal.

-Régularisation d'emprise suite à l'élargissement du chemin des Vergers (propriété ROUX MATTONE)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, lors de l'élargissement du chemin des Vergers, un emplacement réservé a été délimité au regard de la propriété ROUX/MATTONE sur laquelle le lotissement « Le Clos des Vergers » a été créé (plan cadastral ci-annexé).

Il indique que la cession de cette bande de terrain constituée par les parcelles cadastrées B 1475 (82 ca) et 1478 (79 ca) n'a jamais été officialisée par un acte (administratif ou notarié) et la propriétaire sollicite sa régularisation (cession à l'euro symbolique).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

M. FOURNEL : "Cette procédure entraînera-t-elle des frais pour la Commune, notamment pour les honoraires de notaires ?"

M. SAULNIER : "Les honoraires s'élèveront à environ 190 €"

M. KINET : "Vu l'âge des constructions, la Commune aurait dû mettre en œuvre la cession gratuite de 10 % qui a dû être prévue à l'époque dans les permis de construire vu le projet d'élargissement du chemin. Cela ne peut donc pas être une cession à l'euro symbolique."

M. COEURDEUIL : "Il s'agit d'un lotissement qui me semble-t-il a été déposé antérieurement au P.A.E..Le projet d'alignement n'était pas encore connu. Nous en sommes simplement dans la régularisation juridique de la situation."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Après avoir pris connaissance du plan cadastral,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE la cession à l'euro symbolique proposée par Mme ROUX-MATTONE à la Commune, pour régulariser l'emprise de l'élargissement du chemin des Vergers conformément au plan d'alignement, des parcelles B 1475 et 1476 pour une superficie totale de 161 m²

DEMANDE à Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour mener à bien cette régularisation

DESIGNE l'Office Notarial « ATHENOUX-CHARLES » pour rédiger et enregistrer l'acte de cession nécessaire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié ainsi établi.

-Mise en place d'un régime de déclaration de mise en location dans le centre du village

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que la loi ALUR (art.92 et 93) et le Code de la Construction et de l'Habitation, dans ses articles L634-1 à L635-11, permettent aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers au sein de secteurs géographiques, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une déclaration consécutive à la signature du contrat de location.

Il précise que l'article L634-1 du C.C.H., modifié par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art.147, dispose :

« I.-L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou, à défaut, le Conseil Municipal peut délimiter des zones soumises à déclaration de mise en location, au regard de l'objectif de lutte contre l'habitat indigne et en cohérence avec le programme local de l'habitat en vigueur et le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées. Ces zones peuvent concerner un ou plusieurs ensembles immobiliers.

II.-La délibération mentionnée au I peut fixer, pour chacune des zones géographiques qu'elle délimite, les catégories et caractéristiques des logements qui sont soumis à déclaration. Elle précise la date d'entrée en vigueur du dispositif, qui ne peut être fixée dans un délai inférieur à six mois à compter de la publication de la délibération mentionnée au I, ainsi que le lieu et les modalités de dépôt de la déclaration. »

Monsieur le Maire indique que le COPIL « PLU » a souhaité mettre en place cette procédure de déclaration de mise en location réglementée par les articles L634-1 à L634-5 et R634-1 à R634-5) pour laquelle le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH, articles R634-1 à R635-4) a défini les modalités réglementaires d'application de ce régime ; les deux arrêtés du 27 mars 2017 fixent les formulaires CERFA relatifs à cette procédure :

- déclaration de mise en location (CERFA 15651*01).

Cette mesure, simple formalité déclarative, permet à la collectivité locale d'identifier progressivement les logements inconfortables, vétustes ou suspectés de non-décente, dans les immeubles localisés dans le périmètre indiqué sur le plan ci-annexé englobant la totalité du centre du village

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

M. FOURNEL : "Le COPIL et la Commission d'Urbanisme sont tout à fait d'accord sur ces contrôles. A noter toutefois que les divisions en studios de 15 m² ne pourront pas être interdites si les conditions de salubrité sont remplies."

M. SAULNIER : "Il faut mettre en location des logements décents. Une surface trop réduite ne permet pas aux familles de se loger correctement."

M. KINET : "On parlait en commission et en COPIL des logements de moins de 30 m² raccordés sur le même compteur d'eau et sur le même compteur d'électricité avec la notion de revente illégale des fluides."

M. COEURDEUIL : "Ce n'est pas un outil idéal mais c'est mieux que rien. Pour information, le document envoyé par la Communauté d'Agglo à propos du P.L.H. et c'est une coïncidence, reprend dans ses annexes la loi ALUR qui traite de ce point de façon détaillée. Il nous donne tous les éléments pour maîtriser davantage l'insalubrité gagnante au sein du vieux village."

M. SAULNIER : "Effectivement c'est une bonne démarche qui nous permettra d'être plus vigilant."

Mme DONADEY : "Nous aurons ainsi une autre catégorie de population."

Mme TURINELLI : "La population du VAL se paupérise en effet."

M. SAULNIER : "Au lieu d'avoir des logements d'une superficie supérieure à 60 m², il est proposé des surfaces de 15 m². Il est normal que ces logements soient attribués à des familles avec petits revenus. Quand un propriétaire veut restaurer son immeuble en vue de le diviser en logements locatifs, il doit au préalable se rapprocher ou de personnes de l'art d'organismes pouvant l'aider techniquement et financièrement. Des subventions existent pour cela."

M. FURNEL : "Il s'agit notamment de l'ANAH. Les immeubles dans l'ancien village étaient composés d'un seul logement mais sur plusieurs étages (remise au rez-de-chaussée, cuisine au premier et chambres à l'étage). Si un propriétaire veut diviser son immeuble en partant de surface pour chaque étage de 20 m², pourquoi le lui refuser si les logements sont décent et salubres ? Il existe une catégorie de population qui recherche ce type de logements."

M. SAULNIER : "Pourquoi ne pas aménager ces immeubles en duplex ? Cela permettrait d'attirer une population plus aisée. Il en existe de remarquables dans le village."

M. PAZ : "Les propriétaires rempliront un CERFA qu'ils remettront à la Mairie et ensuite ?"

M. SAULNIER : "Une visite sur place sera organisée pour ce contrôle."

M. PAZ : "Qui va se charger du contrôle ? Comment vont-ils se dérouler pratiquement ?"

M. SAULNIER : "Les Services Municipaux seront chargés de ces contrôles et un rapport sera remis à la Commission d'Urbanisme pour autoriser ou pas la mise en location."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après avoir consulté le plan délimitant le secteur impacté par le régime de déclaration de mise en location,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'instaurer la zone soumise à déclaration de mise en location telle que figurant sur le plan annexé et englobant l'ensemble du centre du village,

DEMANDE à M. le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour l'application de cette décision.

-Modification de la dénomination de chemins communaux (n° 646 et 675)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'il a été constaté que lors du classement des chemins en 1996, le chemin communal appelé jusque-là « chemin de Paracol » qui prend son origine à la route de Barjols et se poursuit en passant devant la Maison de Retraite, a été dénommé chemin de Saint-Cyriaque-Sud (n° 675). La dénomination « chemin de Paracol » (n° 646) a été donnée au chemin privé situé au sud du chemin des Sables (plan ci-joint).

Pour rétablir cette incohérence, il propose au Conseil Municipal de modifier les dénominations comme suit :

- n° 675 reprend la dénomination chemin de Paracol comme à l'origine (communal)
- n° 646 prend la dénomination chemin des Sables sud (privé)

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Après avoir pris connaissance du plan cadastral,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE la modification de la dénomination des chemins concernés comme suit :

- n° 675 reprend la dénomination chemin de Paracol comme à l'origine (communal)
- n° 646 prend la dénomination chemin des Sables sud (privé)

DEMANDE à Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour mener à bien cette modification de dénomination auprès des services et organismes concernés.

FINANCES

-Demande de l'association BILBOK en vue du versement d'un acompte en 2017 sur la dotation financière 2018

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un Contrat « Enfance-Jeunesse » a été passé avec la Caisse d'Allocations Familiales à compter de 2015 pour une période de 3 ans. Ce C.E.J. prévoyait, dans ses budgets prévisionnels de fonctionnement, une dotation de 15.000 € pour 2016, de 18.000 € pour 2017 et de 20.000 € pour 2018 en faveur de l'association « BILBOK » partenaire de la Commune pour la mise en place des activités en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Affaires scolaires/Enfance/Jeunesse ».

Mme GAQUIERE indique que l'Association « BILBOK » sollicite une avance de 10.000 € sur la dotation de 2018 afin de pouvoir faire face principalement aux dépenses liées aux charges sociales.

M. COEURDEUIL : "Je tiens à rappeler qu'à chaque demande de subvention de cette association, je m'y suis opposé. La première fois que j'ai soulevé ce problème de cette association qui s'est créée de toutes pièces bizarrement tout de suite après les élections, dont je ne connais pas les membres du Conseil d'Administration, je ne vais aller jusqu'à dire que c'est une association avec des amis. Au départ nous avons bien précisé que ce n'était pas une subvention mais une aide exceptionnelle et qu'à partir de l'instant où l'association fonctionnerait elle s'autofinancerait avec les aides reçues de la Région, du Département, de la CAF... On peut retrouver ces éléments d'informations dans tous les comptes-rendus des réunions du Conseil Municipal. A ce moment-là, j'ai fait le pari devant tous les Conseillers que le montant de l'aide exceptionnelle se transformera de 3.000 à 5.000 € l'année suivante et deviendra une subvention annuelle. Aujourd'hui nous en sommes à 20.000 € ! Alors j'ai le droit de savoir où cela va s'arrêter. A chaque fois , on m'oppose que c'est une association qui travaille pour le bien de la Commune et surtout des enfants qui avant l'intervention de BILBOK étaient à priori livrés à eux-mêmes dans le village, un peu comme dans la cour des miracles....."

Mme GAQUIERE : "Ce qui est vrai....."

M. COEURDEUIL : "Je vous en prie ! Arrêtez les caricatures ! Sur le principe, si on m'avait dit, il y a 2 ans et demi, qu'on montait une association fonctionnant ainsi, c'est à dire en demandant à tous les Valois de cotiser pour payer quelques personnes qui se font un salaire, je m'y serais opposé fermement. Nous avons été berné par un discours masqué qui peut être qualifié de mensonger et cela m'est insupportable sur le principe ! Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans une subvention mais dans une dotation, soit devant un fait accompli. Pourquoi ne pas embaucher ces gens-là dans le service communal ?"

Mme GAQUIERE : "Cela reviendrait beaucoup plus cher d'embaucher tous ces animateurs spécialisés. La dotation est une façon d'aider l'association dans le fonctionnement de l'encadrement des jeunes, fonction pour laquelle la Commune ne dispose pas d'un service spécifique pour les jeunes de 12 à 17 ans."

M. COEURDEUIL : "Je sais que je mène un combat perdu d'avance mais sur le principe, à chaque fois qu'il s'agira de voter pour donner un centime à BILBOK je m'y opposerai !"

M. VERDON : "Pourrions-nous avoir un bilan d'activités de cette association ?"

Mme GAQUIERE : "Nous les avons tous les ans."

M. SAULNIER : "Ils sont obligés de présenter leur bilan annuel aux autres organismes tels que la Région, le Département et la CAF en annexe à leur dossier de demande de subventions. Nous avons tous les justificatifs en Mairie également."

M. DEBAQUE : "Les assemblées générales sont ouvertes à tout le monde."

M. COEURDEUIL : "Lors de la première réunion du Conseil Municipal, j'ai écrit le scénario de ce que nous sommes en train de vivre. J'ai alors bien précisé que pour pouvoir bénéficier de subventions de l'Etat, de la Région et du Département, il faut que l'association puisse justifier d'une subvention automatique de la Commune. A cela on m'a répondu que l'association s'autofinancerait dès l'année suivante."

Mme TURINELLI : "Nous devons nous conformer aux dispositions de la convention signée avec BILBOK."

M. COEURDEUIL : "D'où mon jugement de procédure mensongère ! Pourquoi cela n'a-t-il pas été précisé lors de la première attribution de l'aide communale ? Certes la majorité du Conseil a voté pour mais il ne fallait pas traiter ce dossier avec ce mensonge ! Il fallait nous dire la vérité ; nous sommes tous grands, adultes et responsables ! A un moment donné il faut savoir dire les choses et les assumer : "oui on crée une association pour ceci cela et on va payer, donc vous savez que cela va vous coûter tant cette année, deux fois plus l'année prochaine et trois fois plus l'année suivante, etc...". Qu'on ne dise pas "mais non ce n'est pas vrai....ça ne va pas fonctionner ainsi....". Soyez honnêtes !"

M. SAULNIER : "Je ne veux pas faire de procès d'intention car les personnes à l'origine de ce dossier ne font plus partie du Conseil Municipal. Je pense qu'au départ cela avait été étudié de façon tout à fait régulière et qu'il n'y a jamais eu de combine particulière. Par contre, je me suis rendu compte au fil des années, puisque maintenant cela va faire 3 ans que nous travaillons ensemble, que cette association est un besoin pour nous car nous n'avons pas les moyens financiers de créer un service communal similaire. De plus, L'association est là aussi pour œuvrer dans d'autres cas bien précis dans le cadre de la mairie. Je pense donc que ce n'est pas une mauvaise dépense pour nous."

M. KINET : "C'est une association intergénérationnelle."

M. SAULNIER : "Effectivement, cette association regroupe plusieurs générations et propose un certain nombre d'activités pouvant intéresser tout un chacun."

M. NAL : "C'est une association qui regroupe plus d'une centaine d'enfants du village, ce qui doit être souligné. Ces enfants seraient dans la rue si des activités ne leur étaient pas proposées par BILBOK."

M. FOURNEL : "Pour ma part, je m'abstiendrai pour ce vote car effectivement, comme l'a dit M. COEURDEUIL, il ne s'agissait au départ que d'une séance pour régler le loyer des locaux de BILBOK et pas d'une dotation annuelle et évolutive."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Affaires scolaires/Enfance/Jeunesse »,
Considérant les obligations financières de l'association « BILBOK » dès le 4^{ème} trimestre 2017, notamment le paiement de ses charges sociales,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : **3 CONTRE** : MM. COEURDEUIL - VERDON - Mme BOULE

1 ABSTENTION : M. FOURNEL

AUTORISE Monsieur le Maire à mandater dès à présent, un acompte de 10.000 € sur la dotation 2018 en faveur de l'association « BILBOK »

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 (chapitre 65)

-Décisions modificatives des budgets 2017

Monsieur le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

BUDGET COMMUNAL

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget communal de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits pour faire face à des dépenses survenues récemment.

Il donne lecture du document (ci-annexé) reprenant les modifications à apporter aux prévisions budgétaires pour faire face à l'installation d'une téléalarme dans l'ascenseur de la Mairie, au remboursement d'une taxe d'aménagement et à des dotations pour amortissement.

BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Eau Potable de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits.

Il donne lecture du document (ci-annexé) reprenant les modifications à apporter aux prévisions budgétaires pour permettre l'enregistrement d'une dotation pour amortissement.

BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Assainissement collectif de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits.

Il donne lecture du document (ci-annexé) reprenant les modifications à apporter aux prévisions budgétaires pour permettre l'enregistrement d'une dotation pour amortissement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité les décisions modificatives n° 1 des budgets 2017.

-Convention sur les conditions de recouvrement des produits locaux

Monsieur le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal qu'une convention, établie par la Trésorerie de Brignoles et transmise à M. le Maire récemment, définit les engagements de la Commune (ordonnateur) et de la Trésorerie (comptable) pour le recouvrement des produits locaux. Cette convention précise les domaines dans lesquels les deux partenaires peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits attendus par la Collectivité. Elle vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.

Il en donne lecture à l'assemblée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances
Après avoir pris connaissance de la convention proposée par la Trésorerie,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité les termes de cette convention

AUTORISE M. le Maire à la signer.

-Modification de la Régie de Recettes « Activités culturelles » (facturation des repas des accompagnants des prestataires des manifestations)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations des 09 août 2010, 21 juin 2012 et 20 juin 2014, le prix des repas festifs a été fixé pour les adultes à 12 € pour la macaronade (sans animation) et à 15 € pour les repas de la Fête de la Fontaine et des autres repas (sans animation). Pour les repas « enfant » pour chacune des manifestations, gratuité jusqu'à 6 ans, 5 € de 6 à 12 ans et tarif adulte à partir de 13 ans.

Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux « Affaires Culturelles » propose à l'assemblée délibérante d'instaurer des tarifs spécifiques pour les repas des personnes accompagnants les différents intervenants lors des manifestations organisées par la Commune. En effet, les tarifs actuels ne prévoient pas l'encaissement des repas de cette nature mais cela fait suite aux demandes récurrentes des organisateurs des manifestations festives.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux « Affaires Culturelles »,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les tarifs des repas festifs comme suit :

Pour les adultes :

- | | |
|---|------|
| ➤ Macaronade | 12 € |
| ➤ Repas Fête de la Fontaine et autres repas festifs | 15 € |
| ➤ Repas « accompagnant intervenant » | 6 € |

Pour les enfants

Pour l'ensemble des repas festifs (macaronade, Fête de la Fontaine, autres repas) :

- | | |
|----------------------|--------------|
| ➤ Jusqu'à 6 ans | gratuité |
| ➤ De 6 à 12 ans | 5 € |
| ➤ A partir de 13 ans | tarif adulte |

Pour les repas « accompagnant intervenant » :

- | | |
|----------------------|--------------|
| ➤ Jusqu'à 6 ans | gratuité |
| ➤ De 6 à 12 ans | 3 € |
| ➤ A partir de 13 ans | tarif adulte |

PRECISE que ces recettes seront enregistrées au sein de la régie de recettes « Activités culturelles » selon les tarifs indiqués.

-Ouragan IRMA - Appel aux dons de l'Association des Maires de France

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante d'un courrier du Président des Maires du Var lançant un appel à la solidarité auprès des communes varoises pour venir en aide aux Antilles Françaises, suite aux dégâts matériels et humains occasionnés par le passage de l'ouragan Irma.

Il demande au Conseil Municipal d'étudier cette demande avec toute la bienveillance possible.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'accorder une subvention de 2.000 € aux collectivités territoriales des Antilles Françaises touchées par cet ouragan, vu les dégâts très importants occasionnés.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Commune (chapitre 65).

PERSONNEL COMMUNAL

-Création des emplois pour les avancements de grades

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires. Il en est de même pour ceux ayant réussi un concours ou un examen.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE informe l'assemblée que la Commission du Personnel réunie le 19 septembre 2017 a étudié les propositions d'avancement. Il précise que :

-Sept agents techniques peuvent prétendre à un avancement de grade (d'adjoint technique à adjoint technique principal de 2^{ème} classe) rétroactivement à compter du mois de mai 2017. Les nouveaux emplois (7) sont donc à créer et les anciens (7) à supprimer.

-Deux autres agents administratifs peuvent prétendre à la même date à un avancement de grade (d'adjoint administratif à adjoint administratif principal de 2^{ème} classe) mais un poste étant actuellement vacant, seul 1 poste est à créer et 1 à supprimer.

-Un agent du patrimoine (Point Accueil) peut prétendre à la même date à l'avancement du grade d'Adjoint du Patrimoine à celui d'Adjoint du Patrimoine Principal de 2^{ème} classe. Le nouveau poste n'est pas à créer car vacant mais l'ancien est à supprimer.

-Un adjoint administratif ayant réussi le concours d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, ce poste doit être créé à compter du 1^{er} janvier 2018 et son ancien poste supprimé.

-Trois agents des Services Techniques ont avancé de grade (d'adjoint technique à adjoint technique principal de 2^{ème} classe) au 1^{er} janvier 2017 suite à la réussite de l'examen professionnel de l'un d'entre eux

Le Conseil Municipal doit en conséquence supprimer les emplois actuels et créer les nouveaux :

1°) à compter du 1^{er} mai 2017 :

Création :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe
- 7 Adjoints Techniques Principaux de 2^{ème} classe

Suppression :

- 7 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint du Patrimoine

2°) à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Création :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe

Suppression :

- 1 Adjoint Administratif

M. DEBAQUE précise que ces propositions d'avancement seront soumises à la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de la FPT d'octobre prochain.

M. PAZ : "Dans la note de synthèse il est indiqué que la Commission du Personnel devait se réunir avant la réunion du conseil Municipal. S'est-elle réunie et quel avis a été donné sur ces propositions ?"
Mme TURINELLI : "Effectivement elle s'est réunie et toutes les propositions ont été acceptées."
Mme DONADEY : "Aucun problème n'a été soulevé, toutes les propositions sont passées à l'unanimité."
M. DEBAQUE : "La réunion s'est tenue le 19 septembre dernier sans aucun souci particulier."
M. COURDEUIL : "Je ne fais pas partie de la commission du personnel mais nous avons eu des discussions très informelles avec M. DEBAQUE quant à savoir si nous avons la possibilité dans une commune de mettre en place une prime d'assiduité."
Mme TURINELLI : "Cela va être évoqué dans une question suivante."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer :

à compter du 1^{er} mai 2017 les emplois permanents à temps complet suivants :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe
- 7 Adjoints Techniques Principaux de 2^{ème} classe
-

et à compter du 1^{er} janvier 2018 : les emplois permanents à temps complet suivants :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe

et à supprimer aux mêmes dates les emplois suivants :

- 7 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint du Patrimoine
- 1 Adjoint Administratif

PRECISE qu'en cas de rejet de la proposition d'avancement d'un des agents promouvables par la C.A.P. devant se réunir courant octobre 2017, l'emploi d'origine sera restauré

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière des agents nommés sur ces emplois seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer les agents en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

-Mise à jour du tableau des effectifs dans le cadre du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, suite à la mise en place du protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.) et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C, il s'avère nécessaire d'actualiser le tableau des effectifs de la Commune à la date du 1^{er} janvier 2017 afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment les nouvelles dénominations.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel.

M. Christian DEBAQUE commente un tableau récapitulatif (annexé à la présente). Ce tableau synthétique reprend les anciennes dénominations des emplois, les nouvelles et le nombre de postes concernés par grade.

M. DEBAQUE propose au Conseil Municipal de supprimer les emplois vacants du secteur « technique » en tout ou en partie. Ces emplois sont devenus vacants dans le passé suite à l'avancement de grade de leur titulaire mais n'ont pas été supprimés dans l'éventualité d'embauches futures, ce qui n'est plus d'actualité vu les contraintes budgétaires.

Il informe l'assemblée que la Commission du Personnel réunie le 19 septembre 2017 a étudié cette proposition de mise à jour du tableau des effectifs et a émis un avis favorable.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le tableau des effectifs établi conformément aux dispositions du P.P.C.R.,

DECIDE de supprimer les emplois vacants suivants :

-4 postes d'Adjoint Technique

-1 poste d'Agent de Maîtrise Principal

-RIFSEEP (Régime Indemnitaire) pour les Adjoints Techniques et les Agents de Maîtrise

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une délibération a été prise le 27 juin 2017, par le Conseil Municipal, pour la mise en place du RIFSEEP. Elle tenait compte des arrêtés ministériels des corps de référence de l'Etat fixant les cadres d'emplois éligibles à ce nouveau régime indemnitaire. Pour notre Collectivité ces derniers étaient les suivants :

- Attachés territoriaux
- Rédacteurs territoriaux
- Adjoints administratifs
- ATSEM
- animateurs territoriaux
- Adjoints d'animation,
- Adjoints du patrimoine

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE indique à l'assemblée délibérante que, pour la filière technique, catégorie C, aux termes de l'arrêté interministériel du 16 juin 2017 (publié au Journal Officiel du 12 août dernier) le corps des adjoints techniques du Ministère de l'Intérieur a adhéré au RIFSEEP, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017. En conséquence, cela permet de mettre en place ce régime indemnitaire pour les agents de notre Collectivité des cadres d'emplois suivants :

- Adjointes techniques
- Agents de maîtrise

Il précise que :

-les modalités de mise en place du RIFSEEP pour ces agents seront identiques à celles prises dans la délibération du 27 juin 2017, à savoir composé :

- d'une part fixe : l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire;
- d'une part variable : le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Cette indemnité complémentaire n'est pas obligatoire.

-les montants maximum sont fixés dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions.

-ce régime indemnitaire est versé mensuellement et est proratisé en fonction du temps de travail. Ces primes sont diminuées à raison de 1/30^{ème} dès le 1^{er} jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, des accidents de travail.

Le Conseil Municipal doit donc instaurer le RIFSEEP pour la filière technique (catégorie C) et autoriser M. le Maire à fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

M. COEURDEUIL : "Il s'agit en fait d'un vote de principe, nous ne pouvons pas nous opposer à la mise en place de cette disposition."
M. KINET : "Qui va décider du montant alloué à chaque agent ? M. le Maire va-t-il décider seul ?"
M. SAUNIER : "Nous pourrions en discuter en réunion de la Commission du Personnel."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques et d'Agents de Maîtrise des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'avis du comité technique en date du 19 septembre 2017,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP :

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et qu'il est composé de deux parties :

- Une part fixe : l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire;
-
- Une part variable : le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Cette indemnité complémentaire n'est pas obligatoire.

L'IFSE et le CIA sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature mais ils sont cumulables avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail,
- Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou jours fériés,
- Les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail,
- La prime de fin d'année
- La NBI (nouvelle bonification indiciaire),

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante d'instituer selon les modalités ci-après et, dans la limite des textes applicables la Fonction Publique de l'Etat, le RIFSEEP,

I. Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Article 1 - Le principe :

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Article 2 - Les bénéficiaires :

L'IFSE s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Dans notre Commune les cadres d'emplois concernés sont : adjoints techniques et agents de maîtrise.

L'IFSE devra garantir le maintien des montants individuels attribués à chaque bénéficiaire du régime indemnitaire antérieur.

Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Le tableau d'IFSE proposé au vote du Conseil Municipal figure en annexe.

Article 4 - Le réexamen du montant de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

Article 5 - Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :

Comme c'était déjà le cas avec, le régime indemnitaire précédent, l'IFSE sera diminuée à raison de 1/30^{ème} dès le 1^{er} jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, l'IFSE pourra être diminuée ou supprimée en cas de sanction disciplinaire par voie d'arrêté individuel.

Article 6 - Périodicité de versement de l'IFSE :

L'IFSE sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7 - Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II. Mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA)

Article 1 - Le principe :

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Article 2 - Les bénéficiaires :

Comme l'IFSE, le CIA s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Les cadres d'emplois sont les mêmes que ceux concernés par l'IFSE : adjoints techniques et agents de maîtrise.

Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Selon la même détermination des groupes de fonctions et des montants maxima défini à l'article 2 et 3 relatifs aux modalités applicables à l'IFSE, chaque part du CIA correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque cadre d'emplois relevant de la filière technique est réparti en groupes de fonctions selon la catégorie C dont les plafonds figurent en annexe.

Article 4 - Les modalités de maintien ou de suppression du CIA :

Le versement du CIA sera conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

Comme c'était déjà le cas avec le régime indemnitaire précédent, le CIA sera diminuée à raison de 1/30^{ème} dès le 1^{er} jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, le CIA pourra être diminué ou supprimé par arrêté individuel en cas de sanction disciplinaire.

Article 5 - Périodicité de versement du CIA :

Le Complément Indemnitaire Annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et sera modulable en fonction de la manière de servir et des objectifs réalisés et actés lors des entretiens d'évaluation.

Article 6 - Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'instituer, selon les modalités ci-dessus exposées, conformément au tableau figurant en annexe et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) ainsi que le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) aux agents titulaires, stagiaires à temps complet, non complet et à temps partiel de la Commune, relevant des cadres d'emplois suivants :

- Adjoints Techniques
- Agents de Maîtrise

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

INDIQUE que les crédits nécessaires sont prévus au budget, chapitre 012.

PRECISE que la présente délibération prendra effet rétroactivement à compter du 01/07/2017.

DIVERS

-Ecole Elémentaire du Bicentenaire - Modification de la carte scolaire - Implantation d'un poste d'Adjoint (ouverture d'une classe)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme GAQUIERE informe le Conseil Municipal que Monsieur l'Inspecteur d'Académie, suite à l'examen de la situation scolaire pour la rentrée 2017/2018 de l'Ecole Publique Elémentaire du Bicentenaire (effectif prévisionnel), a décidé de procéder à l'implantation d'un poste d'enseignant : « Le lendemain de la rentrée, nous avons eu le plaisir d'apprendre l'ouverture d'une nouvelle classe à l'école élémentaire dont les effectifs atteignaient 30 enfants par classe »

M. SAULNIER : "Lors de la fermeture d'une classe dans le passé, le mobilier avait été réparti dans l'école. Nous l'avons donc fait rapatrier dans la salle inoccupée afin de l'ouvrir sur le champ et permettre ainsi au nouvel enseignant de s'installer rapidement."

Cette mesure de carte scolaire doit être soumise au Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de l'implantation d'un poste d'enseignant à l'Ecole Publique Elémentaire du Bicentenaire du VAL.

-SYMIELECVAR - Modification des statuts et transfert des compétences du SIE de BARGEMON

Modification des statuts

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et délégué auprès du SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE informe le Conseil Municipal que le Comité Syndical du SYMIELECVAR a délibéré favorablement le 30 mars 2017 pour la modification des statuts du Syndicat.

Il indique que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à la loi n° 2004-809 du 13/08/2004, les collectivités adhérentes au syndicat doivent entériner ces modifications.

Il précise que cet accord doit être formalisé par une délibération du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et délégué auprès du SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'accepter les nouveaux statuts du SYMIELECVAR

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir pour mettre en œuvre cette décision.

Adhésion et transfert de compétences du SIE de BARGEMON

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que le SIE de BARGEMON a délibéré le 28 avril 2017 afin d'adhérer au SYMIELECVAR et de lui transférer l'intégralité de ses compétences, à savoir :

1°) organisation de la distribution publique d'électricité sur le territoire des Communes adhérentes

2°) réalisation des travaux d'investissement sur les réseaux d'éclairage public.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique que, par délibération n° 56 du 13 juin 2017, le Conseil Syndical du SYMIELECVAR a approuvé l'adhésion du SIE de BARGEMON et le transfert de ses compétences.

Conformément à l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Collectivités adhérentes au SYMIELECVAR doivent se prononcer par délibération sur cette décision dans le délai de trois mois suivant sa notification. L'absence de décision dans le délai vaut avis favorable.

Si la majorité des collectivités adhérentes est favorable à cette adhésion, dans les conditions de majorité requises par l'article L 5211-5 du C.G.C.T., le SIE de BARGEMON sera dissous de plein droit et ses 7 communes membres (AMPUS, BARGEMON, CALLAS, CHATEAUDOUBLE, CLAVIERS, FIGANIERES et MONTFERRAT) seront automatiquement adhérentes au SYMIELECVAR pour les compétences transférées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE l'adhésion et le transfert de compétences du SIE de BARGEMON au profit du SYMIELECVAR,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

-Modification de la composition des Commissions Communales suite à la démission de Conseillers Municipaux

Monsieur le Maire indique que suite à la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller Municipal et de Mesdames Pascale RIHAL et Pénélope REES et de Monsieur Gaby LANGE de leur fonction de Conseiller Municipal, la composition des commissions communales doit être revue.

Il donne lecture de la composition actuelle de chacune et demande aux Conseillers Municipaux de bien vouloir indiquer s'ils souhaitent en devenir membres.

M. VERDON : "D'après l'article 8 du règlement intérieur du Conseil Municipal, la désignation des membres des commissions communales doit faire l'objet d'un vote à bulletin secret sauf décision contraire des Conseillers. Je suis un peu étonné de ce fonctionnement."

M. SAULNIER : "Au contraire, je pense qu'en procédant ainsi nous travaillons dans la parfaite transparence. Qui souhaite voter à bulletins secrets ? A priori, personne ; nous procéderons donc à une désignation directe soumise à l'approbation du Conseil."

M. VERDON : "J'ai appris la nomination de M. COLLAINÉ au poste de Vice-Président de la Commission des Finances lors de la réception du tableau joint à la note de synthèse pour la réunion de ce soir !"

M. SAULNIER : "Effectivement, M. COLLAINÉ a pris le poste initialement occupé par Mme Julie BREBAN, démissionnaire, car je lui ai délégué le contrôle et la signature des pièces comptables (sans les décisions)."

M. FOURNEL : "Je signale que les commissions ne font toujours pas de comptes-rendus auprès du Conseil Municipal malgré mes demandes récurrentes."

M. COEURDEUIL : "Qu'en est-il de la commission d'appel d'offres ?"

M. SAULNIER : "Sa composition sera revue lors de la prochaine séance du Conseil."

M. FOURNEL : "Depuis juillet, certaines commissions se sont réunies depuis les démissions alors qu'elles n'avaient pas été modifiées dans leur composition par le Conseil Municipal."

M. SAULNIER : "Les commissions se sont réunies très peu depuis juillet dernier. Celle concernant le personnel communal s'est tenue avec les membres encore en place."

Mme DONADEY : "Je souhaite ne plus faire partie de la commission "Sécurité" car je n'ai pas reçu de délégation de M. le Maire à ce titre."

M. SAULNIER : "La qualité de membre d'une commission ne dépend pas d'une quelconque délégation du Maire."

M. KINET : "La commission "Parkings-Stationnement" n'est pas citée."

M. SAULNIER : "Il s'agit d'une sous-commission."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de procéder à la désignation directe des nouveaux membres des commissions communales (selon la volonté de chacun de s'inscrire ou de se radier) et ceci sans avoir recours au scrutin secret,

ACCEPTE la nouvelle composition des commissions communales comme indiqué dans le tableau ci-annexé.

-Communauté d'Agglomération « Provence Verte » - Désignation du Conseiller Communautaire remplaçant Mme Julie BREBAN, démissionnaire

Monsieur le Maire indique que la Commune disposait de deux sièges de conseillers communautaires, l'un attribué à M. le Maire en qualité de Vice-Président, et l'autre à Mme BREBAN en qualité de membre.

Mme Julie BREBAN, ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de membre du Conseil Communautaire de la C.A.P.V.

M. le Maire indique que les modalités de remplacement du siège de Conseiller Communautaire devenu vacant varient selon la population de la commune.

Pour les communes de plus de 1000 habitants, celles-ci sont fixées par l'article L. 273-10 du Code Electoral.

Aux termes de cet article, le Conseiller Communautaire démissionnaire est remplacé par le candidat de même sexe, élu conseiller municipal, suivant sur la liste des candidats au siège de conseiller communautaire sur laquelle le candidat à remplacer a été élu. S'il n'y en a plus ou pas de même sexe, il est fait appel au premier Conseiller Municipal de même sexe sur la liste des Conseillers Municipaux non Conseillers Communautaires. Dans l'impossibilité de procéder ainsi, le poste reste vacant jusqu'au prochain renouvellement du Conseil Municipal de la Commune.

Dans le cas du VAL, Mme INGRASSIA ayant également démissionné, seul M. André NAL figure toujours sur la liste des Conseillers Communautaires élus en 2014 pour la majorité (M. Yves COEURDEUIL au titre de l'opposition).

En conséquence, la première Conseillère Municipale de la liste de la majorité pouvant prétendre à sa nomination pour remplacer Mme BREBAN est Mme Jacqueline TURINELLI.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de membre du Conseil Communautaire de la C.A.P.V.

M. COEURDEUIL : "Nous étions M. NAL et moi-même Conseillers Communautaires de la Communauté de Communes. Aujourd'hui, nous n'avons donc plus aucun mandat à ce titre ?"

M. SAULNIER : "Effectivement, la C.C.C.P. ayant été dissoute et remplacée par la Communauté d'Agglomération, les modalités de désignation des Conseillers Communautaires ont changé."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe en qualité de Conseillère Communautaire au sein de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte ».

-Désignation de nouveaux délégués auprès des instances suivantes :

-C.L.E.C.T. (Commission Locale pour l'Evaluation des Charges Transférées à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 20 juin 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de la C.L.E.C.T. (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées), soit Mme Julie BREBAN en qualité de titulaire et Mme Annette PASQUET en qualité de suppléante.

Mmes Julie BREBAN et Annette PASQUET, ayant démissionné du Conseil Municipal, ont perdu leur qualité de représentantes du Conseil Municipal auprès de la C.L.E.C.T.

M. le Maire indique qu'après concertation, MM. COLLAINÉ Olivier et KINET Jean-Luc se proposent pour remplacer les démissionnaires.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à leur nomination en qualité de membres de la C.L.E.C.T.

M. KINET : "Vu que ma candidature pour le P.L.H. n'a pas été retenue par M. le Maire, je retire ma candidature pour la C.L.E.C.T."

M. SAULNIER : "Je prends bonne note de votre caprice."

M. COEURDEUIL : "Je me propose pour être suppléant auprès de la C.L.E.C.T. après avoir pris connaissance des compétences de la C.L.E.C.T. et pris en considération les incidences des décisions prises sur les finances communales. Je m'engage donc à assurer la défense des intérêts communaux au sein de cette commission intercommunale."

M. VERDON : "Pourrions-nous avoir des comptes-rendus des réunions de la C.L.E.C.T. ?"

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DESIGNE :

-M. Olivier COLLAIN, Conseiller Municipal, en qualité de représentant titulaire du Conseil Municipal auprès de la CLECT

-M. Yves COEURDEUIL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant.

-Fédération des Villes Jumelées et Communes Européennes

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 24 avril 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes, soit M. André NAL en qualité de titulaire et Mme Pénélope REES en qualité de suppléante.
Celle-ci ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentante du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Gilles FURNEL se propose pour remplacer Mme REES.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins 1 CONTRE : Mme LEBERQUIER,

DESIGNE M. Gilles FURNEL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes.

-SIVU du Massif de la Loube

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibérations du 24 avril et du 20 juin 2014, trois représentants du Conseil Municipal auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE, soit MM. Rémi GAUTIER et Jean CULINATI en qualité de titulaires et Mme Pascale RIHAL en qualité de suppléante.
Celle-ci ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentante du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Christian DEBAQUE se propose pour remplacer Mme RIHAL.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE.

M. KINET demande si la vocation du SIVU ne concerne que le Massif de La Loube.

M. GAUTIER : "Bien sûr que non. Il s'agit de la dénomination du SIVU mais celui-ci intervient dans toutes les communes membres pour assurer l'entretien des espaces verts, rivière, travaux délicats (élagage, débroussaillage,....) nécessitant des techniciens spécialisés et du matériel spécifique. Ces travaux ne peuvent pas être réalisés en régie par notre service technique et de procéder par un marché de travaux dans l'urgence. Nous avons un exemple, celui d'un cyprès gênant la réfection de la façade d'un bâtiment aux HLM "St Benoît" ; un appel téléphonique est passé au SIVU qui envoie une équipe avec le matériel nécessaire."

Mme DONADEY : "Le SIVU intervient à quelle fréquence ?"

M. PAZ : "Combien d'heures sont affectées au VAL ?"

M. GAUTIER : "Le SIVU intervient à chaque besoin exprimé par la Commune et ce à concurrence de 800 heures environ par an."

Mme DONADEY : "Il serait souhaitable que les interventions soient plus fréquentes."

M. GAUTIER : "Nous avons pris la décision de ne pas majorer la participation annuelle versée au SIVU, soit 40.000 € et donc de maintenir les 800 heures en place depuis le début du mandat. C'est un choix budgétaire auquel il faut se tenir. Nous avons beaucoup de besoin durant l'automne et une planification des tâches est nécessaire pour respecter ce plafond horaire. Dans ce montant de 40.000 € sont inclus la main d'œuvre et la location de matériel (nacelle, broyeur, évacuation des déchets,...). Le coût horaire prend en compte ces paramètres."

M. KINET : "On pourrait avoir plus d'heures si on augmentait le montant de la participation."

M. GAUTIER : "Certes, mais c'est un choix budgétaire fait en 2014 à notre arrivée. Le SIVU a failli disparaître durant la mandature précédente car des Communes ne voulaient plus financer le syndicat car cela leur revenait trop cher. Ils ont réussi à trouver un équilibre pour pouvoir continuer à fonctionner. Le même épisode s'est reproduit en fin d'année 2015 quand des communes se sont de nouveau interrogées sur leurs possibilités financières. On a réussi encore à trouver une solution pour que le fonctionnement du SIVU perdure en prenant sur les réserves propres du syndicat."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE M. Christian DEBAQUE, Adjoint, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE.

-P.I.D.A.F.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette désignation de représentants du Conseil Municipal est annulée suite à l'information donnée récemment par la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » indiquant que le PIDAF avait été transféré à la CAPV.

Des renseignements complémentaires seront demandés pour connaître les conséquences de ce transfert sur les projets votés au PIDAF pour le territoire valais.

M. KINET : Qu'en est-il de la programmation des travaux devant intervenir sur LE VAL pour les pistes DFCI et du transfert financier du PIDAF à la CAPV ?

M. GAUTIER : « Le PIDAF a été transféré à la Communauté d'Agglo mais qui sera le représentant de la Commune pour défendre ses intérêts ? »

M. SAULNIER : « Il n'y a plus de représentants désignés par les Conseils Municipaux. »

M. KINET : « Le nouveau périmètre du PIDAF est-il calqué sur celui de l'agglo ? Est-ce le Préfet qui a décidé ce transfert de compétences ? »

M. SAULNIER : « Si transfert de compétences il y a eu, c'est effectivement du ressort du Préfet. Je me renseignerai vendredi soir lors de la prochaine réunion du bureau. »

M. KINET : « Il faut quand même savoir que le PIDAF s'était engagé à faire le prolongement du chemin du Carnier jusqu'au pied du gazoduc pour permettre le passage des engins de DFCI, liaison importante vu la déclivité du site. »

M. GAUTIER : « Il faudra qu'on garde un œil vigilant sur l'action future du PIDAF car nous avons des dossiers en cours auprès de cette instance. Il ne faudrait pas que cette absorption par l'Agglo ne porte préjudice à nos projets. »

-Association des Communes Forestières

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 24 avril 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR, soit MM. Rémi GAUTIER, en qualité de titulaire et GIRAUD Xavier en qualité de suppléant.

M. Xavier GIRAUD ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentant du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Gilles FURNEL se propose pour remplacer M. GIRAUD.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins 2 CONTRE : Mme LEBERQUIER et M. KINET,

DESIGNE M. Gilles FURNEL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR.

-Compte-rendu du Maire sur les décisions prises dans le cadre des délégations reçues du Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 19 juillet 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

N° 23 21/07/2017	Annulation de la décision 21/2017 suite à modification de zonage PLU (suppression OAP Jean Val)	
N° 24 27/07/2017	Renouvellement de concession trentenaire LEFRANCOIS née BUFFET Marcelle	
N° 25 27/07/2017	Décision d'ester en justice Monsieur Daniel SABATIER c/Commune LE VAL	
N° 26 27/07/2017	Décision d'ester en justice Monsieur Hervé AUTHOSSERRE c/Commune LE VAL	
N° 27 24/08/2017	Acceptation de la proposition commerciale du Bureau Veritas pour la Coordination Sécurité Santé - Chapelle Notre Dame de Pitié. Bureau Veritas	3 610,00 €
N° 28 24/08/2017	Attribution de la mission diagnostic amiante contrôle réglementaire repérage de l'amiante avant travaux dans la Chapelle de Notre Dame de Pitié. UGAP	464,45 €

N° 29 24/08/2017	Attribution de la mission de surveillance de la qualité de l'air dans les établissements de la petite enfance de la commune de Le Val. UGAP	3 448,62 €
N° 30 05/09/2017	Attribution des travaux de mise en place d'une téléalarme dans l'ascenseur de la mairie KONÉ	1 815,48 €
N°31 11/09/2017	Rétrocession concession - M et Mme RICHARD	
N° 32 19/09/2017	Attribution de la mission de contrôle périodique des bâtiments et des engins de levage. UGAP	5 527,09 €

M. PAZ : « Qu'en est-il pour les deux nouveaux recours juridiques SABATIER et AUTHOSSERRE ? »
M. SAULNIER : « Il s'agit de la poursuite d'actions relevant de l'urbanisme. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 19 juillet 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

NEANT

-Questions orales

M. VERDON : « Le règlement intérieur spécifie qu'il doit y avoir une publication du Journal des Valois une fois par trimestre. Quand comptez-vous publier le prochain numéro ? »

M. SAULNIER : « Sa rédaction est en cours. La commission concernée ne s'est pas encore réunie pour y travailler mais elle va l'être. »

M. VERDON : « Vous avez fait implanter des balises le long de la déviation. Est-ce à la charge de la Commune ou du Département ? »

M. SAULNIER : « Cette opération a été menée à la charge de la Commune, le Département s'étant refusé à toute intervention ou prise en charge. Le coût de l'achat de ces balises, contrairement à ce qui a été diffusé, est de 1.617 € TTC. Je pense qu'une vie vaut plus que ça ! »

M. VERDON : « Je ne conteste pas ! Je voulais simplement savoir pour quelles raisons la Commune a pris en charge cette dépense. »

M. SAULNIER : « Le Département s'y est refusé et la sécurité des usagers était gravement mis en cause par les traversées de route malgré la ligne blanche continue. »

M. VERDON : « Le Département est-il donc incompétent en la matière ? »

M. GAUTIER : « Il est compétent mais n'a pas la volonté de le faire. »

M. SAULNIER : « On a tous les deux un dossier en cours à propos de l'installation d'un radar fixe sur la route de Carcès. Le Département ne s'est-il pas désengagé à ce titre ? On va continuer les négociations. Pour le cas de la déviation passant devant la boulangerie, j'ai été témoin à plusieurs reprises de traversées de ligne blanche par des automobilistes inconscients. Je les ai arrêtés et suis allé les voir pour attirer leur attention sur le danger représenté par leur attitude. Je leur ai signalé qui j'étais et que j'allais envoyer les photos de leur infraction au Procureur. La plupart sont inconscients de la dangerosité de leur comportement. Donc quand on compare le montant de l'opération menée par la Commune et le danger représenté par l'inconscience de certains automobilistes, je considère que c'était de mon devoir d'agir. A tout moment, je craignais qu'il y est un accident grave, voir un mort.....J'ai donc décidé, en ma qualité de Maire, de lancer cette action de sécurisation. »

M. VERDON : « Je ne conteste pas les raisons ni ne remet en cause le montant de l'intervention communale mais je voulais simplement savoir pourquoi le Département n'était pas partie prenante. »

M. SAULNIER : « Vous savez comme moi que les participations du Département sont de plus en plus réduites. Par contre, la Direction des Routes a mis à notre disposition une équipe pour assurer la sécurité des employés communaux. »

M. FOURNEL : « La commission des Travaux n'a pas été informée de cette opération. »

M. SAULNIER : « Effectivement, car c'est une décision du Maire devant l'urgence de la situation. Ce n'est pas un caprice de ma part, comme certains veulent bien le diffuser publiquement. »

M. KINET : « J'ai rencontré la dame qui a reçu ces dernières années une cinquantaine de voitures dans son mur de clôture sur la Route de Carcès. Elle m'a relancé sur l'avancement de l'implantation du radar fixe. J'ai l'impression qu'il y a une divergence entre le Département et le projet de M. VERDON quand à l'endroit de son implantation. Sait-on quand ce radar devrait être installé et si dans l'attente de son installation, on ne pourrait pas mettre un panneau d'informations indiquant par exemple « ICI 53 ACCIDENTS EN 15 ANS - RALENTISSEZ POUR VOTRE SECURITE ». Cette dame sort la nuit avec une lampe torche pour freiner la circulation. On pourrait investir dans un panneau attirant l'attention des automobilistes sur les dangers représentés par la vitesse excessive à cet endroit. Peut-être cela fera-t-il réagir les services du Département.... »

M. SAULNIER : « J'ai reçu à plusieurs reprises cette dame (Mme LETOURNIANT) et lui ai expliqué les difficultés devant lesquelles se trouvait la Commune. Je lui ai fait part de divers courriers envoyés à la DDTM, à la Préfecture, au Département pour signaler l'insécurité des lieux et demander une intervention de leur part. M. le Préfet m'a aimablement répondu que la mise en sécurité était de mon ressort. Je vais donc recontacter le Président du Département, comme je l'ai annoncé dans une précédente réunion, pour lui demander de nouveau son aide dans ce dossier. Quant à la position du radar, ce n'est pas la Commune qui va décider du lieu mais les services compétents. »

M. KINET : « Ne pouvons-nous pas installer en attendant notre radar mobile ? »

M. SAULNIER : « Cela ne servira à rien ! Nous avons déjà essayé. »

M. KINET : « Ou envisager l'installation de balises blanches..... »

M. SAULNIER : « Là encore on va se battre avec le Département..... »

M. PAZ : « Il doit y avoir un autre système de prévention que celui de l'installation d'un radar. Dans de nombreux pays, on parvient à combattre les excès de vitesse sans être répressif. »

Mme GAQUIERE : « C'est la mentalité des Français qu'il faudrait changer !..... »

M. SAULNIER : « Certes mais nous n'y arrivons pas ! La Gendarmerie et le SAMU constatent à chaque accident que si ce n'est pas l'alcool ou la drogue qui sont à l'origine, c'est la vitesse excessive. »

M. PAZ : « Je n'arrive pas à comprendre comment une route dangereuse à cause de la vitesse excessive des véhicules devient sans danger après la pose d'un radar ! Pourquoi les autres pays parviennent à une mise en sécurité sans avoir recours à des radars ? »

M. VERDON : « Ayant participé personnellement, en ma qualité de représentant du Ministère de l'Intérieur, aux commissions européennes dénommées « EUCARIS », tous les pays européens sont dotés de radars et les résultats parlent. »

M. FOURNEL : « Je vous avais demandé, il y a quelques temps en réunion du Conseil Municipal, d'avoir le détail des frais de missions confiés à l'Avocat-Conseil de la Commune. Qu'en est-il ? »

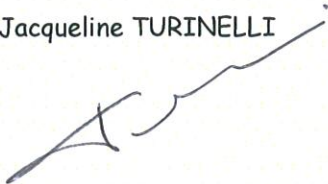
M. SAULNIER : « Effectivement, nous avons imprimé cet état d'honoraires pour vous en faire part lors de la réunion suivante mais vous ne nous l'avez pas demandé et je n'ai pas repris pour ce soir. Je vous le transmettrais sans tarder. Vu le montant important de ces frais, je me suis engagé à limiter le recours à notre Avocat en essayant de traiter les recours à l'amiable. »

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL)
OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA
PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire,

Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

